

Les premiers ministres de l'Atlantique demandent une rencontre immédiate avec le premier ministre Trudeau au sujet du *Règlement sur les combustibles propres*

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Le 23 juin 2003, Charlottetown (Î.-P.-É) — Mercredi, le Conseil des premiers ministres de l'Atlantique a tenu une réunion de suivi avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique du gouvernement du Canada, l'honorable Steven Guilbeault, au sujet de la mise en œuvre du *Règlement sur les combustibles propres*. Cette mesure entraînera des répercussions disproportionnées sur les Canadiens de l'Atlantique, lesquels connaîtront une hausse du prix de l'essence et d'autres biens et services essentiels.

Les premiers ministres de l'Atlantique ont réitéré leur engagement en matière de changement climatique et ont souligné les divers programmes et initiatives politiques qu'ils ont mis en œuvre. Ils ont rappelé au ministre Guilbeault que les quatre gouvernements provinciaux ont été des partenaires volontaires du gouvernement fédéral dans la réduction des émissions de carbone. Le fardeau injuste d'une hausse de prix en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2023 ne constitue pas un moyen efficace d'atténuer les effets du changement climatique.

Après avoir attendu pendant des semaines que le ministre Guilbeault fournisse des renseignements au sujet des options permettant de réduire les effets de la mise en œuvre du *Règlement sur les combustibles propres*, les premiers ministres n'ont obtenu aucune nouvelle information ou solution de sa part pour atténuer les répercussions du règlement. Le ministre Guilbeault continue d'affirmer que les chiffres dont dispose son ministère sont différents de ceux publiés par le Bureau du directeur parlementaire du budget, une entité indépendante, mais refuse de communiquer cette information aux quatre gouvernements de l'Atlantique, malgré les demandes répétées.

Le ministre Guilbeault a déjà confirmé aux premiers ministres de l'Atlantique qu'au cours de l'élaboration du règlement, on avait reconnu que le *Règlement sur les combustibles proposés* aurait des effets disproportionnés sur les Canadiens de l'Atlantique, mais qu'on avait décidé d'aller de l'avant malgré tout. Les premiers ministres de l'Atlantique disent être préoccupés que, au sein d'une fédération, le fait de ne pas tenir compte des répercussions disproportionnées de ce règlement sur certains territoires et provinces est injuste et insultant pour les Canadiens de la région de l'Atlantique.

Lorsque les premiers ministres de l'Atlantique ont demandé une pause immédiate de ce règlement, le ministre Guilbeault a mentionné que le sujet nécessiterait une conversation avec le premier ministre du Canada. Les premiers ministres demandent maintenant une rencontre immédiate avec le premier ministre Trudeau pour lui demander de suspendre la mise en œuvre du *Règlement sur les combustibles propres*. Cette demande a pour but de permettre la réalisation d'une analyse plus approfondie sur les effets disproportionnés que ces changements réglementaires auront sur les Canadiens de l'Atlantique. Les premiers ministres souhaitent la mise en place de mesures d'atténuation appropriées afin de prévenir des augmentations à un moment où le coût de la vie des résidents de cette région continue d'augmenter.

Il est possible de lire une copie de la lettre envoyée au premier ministre [ici](#).

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, les médias sont priés de communiquer avec :

Michelle Stevens, Cabinet du premier ministre de la Nouvelle-Écosse, 902-222-1784

Tyler Campbell, Conseil exécutif du Nouveau-Brunswick, 506-470-2549

Adam Ross, Cabinet du premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, 902-368-4400

Meghan McCabe, Cabinet du premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, 709-729-3960